



# La décharge de Médiouna : la quête du reste ultime (Casablanca)

Bénédicte Florin, Pascal Garret

► **To cite this version:**

Bénédicte Florin, Pascal Garret. La décharge de Médiouna : la quête du reste ultime (Casablanca). MuCEM; Artlys. Vies d'ordures. De l'économie des déchets, pp.233, 2017, 9782854956641.

**HAL Id: halshs-01524893**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01524893>**

Submitted on 19 May 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

## ***La décharge de Médiouna : la quête du reste ultime (Casablanca)***

**Bénédicte Florin et Pascal Garret**

Article publié pages 202 à 204 dans *Vies d'ordures. De l'économie des déchets*, sous la direction de Denis Chevalier et Yann-Philippe Tastevin, Edition Artlys et MuCEM, 2017, 233 pages.

Depuis 1986, la décharge principale du Grand Casablanca se situe dans la commune de Médiouna, à une vingtaine de kilomètres au sud de la capitale économique du Maroc (4 millions d'habitants). Dans cette décharge de 70 hectares, 3 500 tonnes de déchets domestiques sont apportées quotidiennement par 750 bennes-tasseuses, puis pesées sur un pont-basculé et déversées sur un monticule qui atteint aujourd'hui près de 50 mètres de hauteur. En outre, 3 000 tonnes supplémentaires de déchets hospitaliers, industriels et, surtout, de gravats non pesés entrent aussi illégalement tous les jours sur le site.

Dans le cadre d'une fermeture définitive initialement prévue pour 2015 et de l'ouverture d'une nouvelle décharge contrôlée, la réhabilitation du site avait été engagée. En janvier 2015, son tiers nord était effectivement recouvert de terre et équipé de puits d'extraction du biogaz, dont le méthane, le dioxyde de carbone et le sulfure d'hydrogène sont hautement toxiques et inflammables.

Au printemps 2016, la nouvelle décharge n'ayant toujours pas été ouverte, la société américano-marocaine ECOMED, gestionnaire du site depuis 2008, n'a pu effectuer la fermeture de l'ancienne. Son processus de réhabilitation et de contrôle a été stoppé. Les camions continuent d'y déverser quotidiennement des milliers de tonnes de déchets. Les limites sud du site ont été rapidement atteintes, puis le front de décharge s'est inversé vers le nord avec une nouvelle couche de déchets de plus de dix mètres d'épaisseur qui recouvre progressivement les zones auparavant fermées et réhabilitées par ECOMED... La couche supérieure actuelle culmine à 48 mètres au-dessus du sol et comporte des risques d'éboulement. Les écoulements de lixiviats ne sont plus du tout maîtrisés et, par percolation, créent de nombreux bassins pollués à l'extérieur du site. Un ingénieur rencontré sur place compare cette décharge à celle d'Istanbul qui avait subi en 1993 une dévastatrice explosion au méthane. Ce risque menace fortement Médiouna...

Entourée d'un mur en béton armé, la décharge est théoriquement inaccessible pour toute personne extérieure au site et, pourtant, 600 récupérateurs s'y relaient jour et nuit, essentiellement des hommes, quelques femmes et même des enfants pendant les vacances scolaires. Au total, près de 5 000 personnes vivent directement et indirectement de la décharge et habitent dans les douars proches. Dès le début de son contrat en 2008, la société ECOMED s'est retrouvée confrontée à ces récupérateurs, depuis longtemps sur place, et qui n'ont jamais été évacués du site. Il faut ajouter à cette population plusieurs centaines de chèvres, moutons et vaches qui se nourrissent des déchets organiques, surveillés par une soixantaine d'éleveurs depuis des cabanes construites à même la décharge. Enfin, de nombreux ânes, chiens sauvages, bêtes nuisibles et nuées d'oiseaux sont également présents.

Le travail des employés du site est particulièrement compliqué car les risques d'accidents sont réels, notamment lorsque les bennes-tasseuses sont vidées et que les récupérateurs se battent pour attraper au plus vite les déchets les plus valorisables. À l'intérieur et à l'extérieur de la décharge, l'activité est intense, comme en témoigne l'incessant va-et-vient de véhicules : camions-bennes des sociétés de collecte, camions et pick-up des grossistes, charrettes à âne remplies de déchets verts, sans oublier les récupérateurs qui entrent et sortent à pied par les brèches du mur qu'ils ont eux-mêmes ouvertes...

À Médiouna, les récupérateurs de matériaux recyclables travaillent et vivent à la marge de la marge : isolés, ils ne fréquentent pas la ville car les matériaux collectés sont pris en charge par des

La décharge de Médiouna, Maroc, 2015  
Photographie Pascal Garret/MuCEM



grossistes et semi-grossistes, via des intermédiaires, souvent anciens récupérateurs qui, à l'abri de parasols ou d'auvents, possèdent des peseuses. D'après l'un de nos informateurs, le travail s'organise ainsi : « Les récupérateurs rythment leur collecte en fonction des camions-bennes et travaillent même la nuit grâce à leurs lampes frontales. Ils connaissent les immatriculations des camions en provenance de quartiers aux déchets intéressants et ils les repèrent pour aller fouiller, souvent en échange d'un bakchich pour le chauffeur du camion. C'est pareil pour les récupérateurs de déchets verts qui connaissent les camions qui ont beaucoup d'organique. Tous travaillent en symbiose et ne disent jamais combien ils gagnent ; ils sont toujours méfiants, ils vous embrouillent et ils sont solidaires ».

À Médiouna, le paradoxe semble aujourd'hui insoluble : d'un côté, l'entreprise délégataire de sa gestion est sommée de fermer cette décharge alors que des centaines de camions continuent d'y amener quotidiennement des déchets ; de l'autre, une « quasi mafia » de grossistes récupérateurs, ayant le soutien d'élus locaux, résiste par tous les moyens à cette fermeture qui est la source même de leurs revenus. Début 2016, la décision des autorités de proroger la durée de vie de la décharge et même de l'agrandir de 40 nouveaux hectares, l'opposition croissante des riverains et de la commune de Médiouna provoquent des tensions et des conflits dont la presse marocaine se fait l'écho. En mai, un incendie dégage un gigantesque nuage noir se propageant jusqu'à Casablanca...

Le gérant s'inquiète d'un éventuel accident plus grave. Les conditions de travail des récupérateurs de Médiouna sont extrêmes : immergés dans les déchets souillés et dangereux, confrontés au bruit, à la pollution et au danger des circulations des camions et engins, menacés par les incendies, les explosions et les affaissements de terrain, ils y risquent quotidiennement leur vie.

On ne peut cependant éluder le fait que tous ces récupérateurs, intermédiaires et grossistes débarrassent la décharge de près d'un tiers de ses déchets, allègement qui est évidemment bénéfique pour ses administrateurs qui, de toutes façons, ne recyclent pas les déchets et n'ont pas l'intention de le faire. Cette activité de récupération est aussi une opportunité pour toute une population sans travail qui peut gagner entre 20 et 30 euros par jour. Enfin, elle permet de « réinjecter » dans le cycle économique et industriel des « matières premières secondaires » qui sinon auraient terminé leur vie dans cette décharge.